



HAL
open science

Vulnérabilité externe et dynamique du contexte économique colonial dans l'extrême Nord-Ouest malgache (1926-1940)

Tovonirina Rakotondrabe

► **To cite this version:**

Tovonirina Rakotondrabe. Vulnérabilité externe et dynamique du contexte économique colonial dans l'extrême Nord-Ouest malgache (1926-1940). *Revue historique de l'océan Indien*, 2005, Dynamiques dans et entre les îles du Sud-Ouest de l'océan Indien : XVIIe-XXe siècle, 01, pp.263-275. hal-03412318

HAL Id: hal-03412318

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-03412318v1>

Submitted on 3 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Vulnérabilité externe et dynamique du contexte économique colonial dans l'extrême Nord-Ouest malgache (1926-1940)

Tovonirina Rakotondrabe
Université de Toamasina

Souvent éludés par l'historiographie, les mécanismes économiques de la décolonisation font partie intégrante du processus d'ensemble de désengagement de la France de son empire. Il est donc intéressant d'en étudier les manifestations, même si elles sont moins évidentes que celles du mouvement nationaliste car il s'agit de mutations lentes. Mon propos ici consiste à étudier ces dernières dans le cadre de l'extrême Nord-Ouest de Madagascar où existe une assez forte implantation de sociétés concessionnaires et de colons qui s'adonnent à une agriculture de plantation¹.

La communication tentera d'abord de dégager les effets de la crise mondiale de 1929 sur les planteurs européens et ensuite d'analyser les tenants et aboutissants des nouveaux choix de la politique économique fondés sur un encadrement administratif de la paysannerie malgache. Le tout dans un contexte global de redéploiement de l'impérialisme colonial et dans un contexte local d'opposition sournoise entre les administrateurs coloniaux et les colons.

I - LE DÉCLIN DE L'AGRICULTURE COLONIALE SPÉCULATIVE

Les colons face à la récession des années 1930

Il est désormais établi que la baisse des prix agricoles mondiaux a précédé le « krach » boursier de 1929 qui a déclenché la crise économique dans le monde capitaliste². On peut situer le début de cet affaissement en 1926-1927. En 1929, le kilogramme d'essence d'ylang-ylang ne représente même plus le dixième de sa valeur en 1925 et de 1928 à 1929, le poivre perd la moitié de sa valeur³. De même, de 1926 à 1929, le cours moyen de la vanille s'affaisse de 50 %, celui de l'essence de citronnelle de 55 %, ceux du manioc de plus de 46 %. Un des facteurs qui expliquent le renversement de la conjoncture en 1926-1929 réside dans la stabilisation du franc par le minis-

1. L'extrême Nord-Ouest de Madagascar est composé de trois districts : l'île de Nosy Be où la présence française date de 1841, le district d'Ambanja ou le Sambirano, et le district d'Ambilobe ou la Mahavavy. Ces trois districts constituent les maillons d'une même chaîne et sont caractérisés par l'accaparement des meilleures terres par les concessionnaires européens et par le refoulement des populations autochtones (Sakalava et Antakarana) vers les « réserves indigènes », souvent situées en amont des principaux fleuves (Sambirano et Mahavavy). En 1928, plus de 15 000 ha ont été octroyés aux Européens à Nosy Be, plus de 30 000 ha dans le Sambirano et plus de 29 000 ha dans la Mahavavy, dont la majeure partie se trouve dans les deltas fertiles. Les principales cultures sont destinées à l'exportation : plantes à parfum (ylang-ylang et citronnelle), poivre, vanille, café, cacao, sucre et manioc.

2. M. Flamant, J. Singer-Kerel, *Crises et récessions économiques*, Paris, PUF, 1968, p. 65 ; J. Néré, *La crise de 1929*, Paris, Armand Colin, 1968, p. 67.

3. CAOM, Aix, 2D179, Rapport économique Nosy, 1929.

tère Poincaré à la fin de l'année 1926. Cette stabilisation donne un coup d'arrêt à la situation inflationniste d'après-guerre et au gonflement artificiel des cours de produits coloniaux exprimés en francs. Cependant jusqu'en 1929, la production coloniale se maintient car les colons et les sociétés concessionnaires, emportés par la flambée des prix d'après-guerre et croyant que la crise serait passagère, ont augmenté la mise en valeur de leurs concessions qui atteint son apogée dans les trois districts⁴.

Dès sa prise de fonction au mois de mai 1930, le nouveau gouverneur général Léon Cayla affirme que « *cette crise est particulièrement grave pour un pays qui, encore au début de sa croissance, n'a qu'une ossature économique et une épargne insuffisantes* »⁵. En l'espace de quelques années, on assiste à une véritable débâcle de la colonisation européenne, le creux de la vague se situant en 1933-1934. La chute des prix de gros à l'exportation se confirme et s'accroît, quoique d'ampleur inégale selon les districts. Ainsi, entre 1929 et 1933, les cours de cossettes de manioc chutent de 46 % à Ambanja, de plus de 74 % à Nosy Be et de presque 84 % à Ambilobe. Grosso modo, les produits de la région ont perdu les quatre cinquièmes ou plus de leur valeur entre 1926 et 1933, le plus atteint étant la vanille.

La débâcle se traduit d'abord par un recul de la surface des concessions de l'ordre de 18 % pour l'ensemble de la région et de 26 % dans le Sambirano ; ainsi que par une réduction des surfaces effectivement mises en valeur, notamment à Nosy Be et surtout dans la plaine de la Mahavavy. Toutes les plantations sont touchées par le marasme à des degrés divers. En 1933, les plantations de vanilliers et d'ylang-ylang ne représentent même plus le dixième de leur superficie de 1928. On note cependant quelques exceptions notables dans le Sambirano et la Mahavavy. D'une part, les plantations de manioc qui sont en progression grâce à l'extension du métayage avec les paysans autochtones. D'autre part, la production de cacao, de café, de poivre et d'ylang-ylang sont encore en forte hausse car ce sont des cultures récentes qui se sont développées en 1927-1928 ou qui bénéficient d'une prime comme le café depuis 1931⁶.

Ensuite le marasme apparaît à travers un affaissement du tonnage produit qui concerne surtout trois cultures. En premier lieu, la production de vanille en 1933 ne représente même plus le dixième de celle de 1928 dans le Sambirano et à peine la moitié à Nosy Be. En second lieu, le manioc sec connaît une chute moyenne annuelle de 6 % dans le Sambirano pendant les mêmes années et sa production ne représente plus que le tiers de celle de 1927 dans la Mahavavy. Le troisième produit le plus touché est le coprah dont le tonnage est réduit des trois quarts de 1928 à 1933 dans le Sambirano et ne représente plus que le sixième dans la Mahavavy. Or ces trois produits sont les piliers de l'agriculture et des exportations de la région avec la canne à sucre. Pour cette dernière, la crise est précoce (vers 1929) et la reprise s'amorce dès 1932 grâce aux mesures de contingentement et de protection de 1931.

La reprise des cours se dessine à partir de 1936 mais ils n'atteignent plus le niveau de l'immédiat après-guerre (1920-1926), âge d'or de l'agriculture spéculative.

4. En 1928, le pourcentage de mise en valeur atteint environ 57 % de la surface des concessions coloniales à Nosy Be, 27 % dans le Sambirano et 38 % dans la Mahavavy. Jusque là, les concessions ne sont exploitées, en moyenne, qu'à 20 % de leur superficie

5. A. Prunier, *Madagascar et la crise*, Paris, Nouvelles éditions latines, 1934, p. 82.

6. J. Fremigacci, « Le problème du café entre 1930 et 1936 : les difficultés d'une politique coloniale » in *Omalysy anio* n° 20-21, 1985.

Cette dernière étant caractérisée par le fait que les concessionnaires spéculent sur une remontée des cours pour augmenter la mise en valeur de leurs terrains. Dès que les cours diminuent, les surfaces cultivées se réduisent. C'est ce qui se passe dans les années 1930 pendant lesquelles la mise en valeur des concessions n'atteint plus leur niveau d'avant la crise. Deux catégories de produits peuvent ici être distinguées. D'abord ceux dont les cultures reprennent entre 1931 et 1936 avec une reprise des cours. Ce sont le café, le coprah, le riz, le manioc, le poivre et le cacao. Ensuite, ceux dont les plantations stagnent ou régressent et dont les cours se tassent ou diminuent : ce sont l'ylang-ylang, la canne à sucre, le maïs, la citronnelle et surtout la vanille.

À ces fluctuations des cours s'ajoutent des facteurs d'origine climatique qui perturbent la reprise des activités. Fin 1936, la région⁷ subit des sécheresses et les colons signalent des réductions de rendement allant de 50 % à 80 %⁸. Le passage d'un cyclone en janvier 1937 anéantit l'espoir des colons dans les basses vallées de la Mahavavy, de l'Itasy, de la Mananjeba et du Sambirano⁹. Le tiers du delta de Sambirano, soit environ 10 000 ha de terrains, est inondé¹⁰. Deux mois plus tard, un autre cyclone frappe la région¹¹. Les cataclysmes se poursuivent jusqu'en 1940 : inondations suivies de sécheresses¹².

Il apparaît que la récession des années 1930 ébranle les bases de l'agriculture spéculative et met au grand jour les carences du mode de production colonial. La presse des colons elle-même donne le nœud du problème en disant que les planteurs se trouvent placés « *entre le prix de revient très élevé des divers produits et des prix de vente très bas dont rien n'indique un relèvement possible* »¹³. En réalité, cette distorsion de prix existe depuis toujours mais elle a été occultée par la période de flambée des prix d'après guerre ; elle est particulièrement exacerbée pendant la récession, d'autant plus que les compagnies de navigation augmentent les frets pour combler le ralentissement des échanges avec la métropole¹⁴. Ainsi, dès sa production, le coprah coûte presque deux fois plus cher que sa valeur sur les marchés du Havre et de Marseille et, compte tenu des différents frais et taxes, le prix de revient CAF est encore plus élevé. De même en 1932, le prix de revient du kilogramme de vanille préparée s'élève à 18 F dans la Mahavavy alors que le prix de gros à l'exportation est de 13 F ; l'entretien d'un kilogramme de poivre coûte entre 6 F et 8 F alors qu'il s'exporte à 3 F¹⁵.

L'agriculture souffre de la médiocrité technique du colonat. Mis à part quelques grosses sociétés concessionnaires¹⁶, les colons n'ont que des connaissances agro-

7. La région est caractérisée par un micro-climat appelé « climat du Sambirano » à peu près identique à celui de la façade orientale (longue saison des pluies de novembre à avril).

8. ARM, série Chambre de Commerce, n° 27, Nosy Be, procès-verbal du 6 novembre 1936.

9. ARM, Service de l'agriculture, n° 2, correspondances 1931-1940, Inspecteur de la circonscription agricole à chef de Région de Diégo-Suarez, 1er février 1937.

10. ARM, série Chambre de Commerce n° 27, Nosy Be, procès-verbal du 26 janvier 1937.

11. ARM, Service de l'agriculture, n° 2, Diégo-Suarez 1931-1937, Inspecteur de la circonscription agricole à Inspecteur propagande agricole, 30 mars 1937.

12. CAOM, Aix 2D11, Rapport économique Ambilobe 1940.

13. *La Tribune de Madagascar et dépendances*, 28 juin 1930, éditorial : « Les affaires ne marchent pas ».

14. Tovonirina Rakotondrabe, « Groupes dominants, pouvoirs et décisions en économie coloniale. Les enjeux du commerce extérieur dans le Nord-Ouest malgache (1930-1940) » in *Omalysy anio* n° 33-36, 1994, p. 603-616.

15. CAOM, Aix, 2D11, Rapport économique, Ambilobe 1932.

16. Les entreprises du groupe De La Motte Saint Pierre dans le Sambirano (plus de 17 000 ha), la Société des Plantes à parfum de Madagascar à Nosy Be et dans la Mahavavy (3 400 ha), la Compagnie Agricole et Sucrière de Nosy Be – Dza-mandzar (plus de 3 000 ha) et le groupe Ankaratra dans la Mahavavy (10 000 ha) et dans le bas Sambirano (280 ha) et les Etablissements Millot et Compagnie dans le Sambirano (5 000 ha).

nomiques rudimentaires ; il n'existe pas de véritable entretien des cultures, ni de choix de variétés adaptées au sol. L'administration ne cesse de dénoncer l'aspect empirique des méthodes de culture sur la plupart des plantations¹⁷. Cette faiblesse est liée, en partie, à l'absence de crédit agricole et au caractère limité des investissements. Ces derniers se limitent souvent aux frais de première installation. Même dans des conditions de production médiocres, les cours artificiellement gonflés par l'inflation d'après-guerre permettent aux colons de réaliser des profits immédiats et rémunérateurs. La baisse des cours mondiaux conjuguée à celle des prix au producteur, met fin à ce comportement spéculateur. Pour défendre leurs intérêts, les concessionnaires mobilisent leurs « lobbies » (chambre de commerce de Nosy Be, presse et, à l'extérieur, l'Union Coloniale-Section Madagascar). En fait, ils ne se rendent pas encore bien compte des mutations qui aboutiront à la décolonisation de l'agriculture ; d'autant plus que les mécanismes du commerce colonial sont en train de leur échapper totalement. D'ailleurs, les rapports de force évoluent à leur détriment dans les années 1930. Le Front populaire parle de « Colonisation altruiste »¹⁸ et la conférence des gouverneurs généraux des Colonies, en novembre 1936, met l'accent sur le développement du paysannat indigène¹⁹.

La faillite du système concessionnaire : les manifestations

La crise a comme principal effet de diminuer les activités des sociétés concessionnaires. Les quatre plus grosses sociétés de la région voient leurs résultats d'exploitation²⁰ diminuer considérablement à partir de 1929.

Années	CASN	MILLOT	CNIA	ANKARATRA
1928	6 946	1 753	1 160	
1929	6 988	494	270	
1930	6 846	-453	-2 411	-7 704 (pertes cumulées)
1931	2 261		-660	-10
1932	2 561		-1 395	-504

Résultat d'exploitation en milliers de francs (Source : A. Prunières, *op. cit.* p. 126)

Les trois sociétés les plus touchées par le marasme (Millot, CNIA et Ankaratra) ont des activités de type agro-industriel fondées sur le manioc et les plantes à parfum dont nous avons vu l'effritement des cours. Quoiqu'en diminution, les résultats de la CASN restent positifs car le sucre est un produit protégé. La production de sucre de l'usine de Dzamandzar se stabilise autour de 6 500 tonnes au creux de la vague (1932-1934) ; elle dépasse les 7 000 tonnes en 1936 pour atteindre 9 000 tonnes en 1939. La CASN est pratiquement l'unique entreprise agro-industrielle coloniale à être sortie de la récession dès le milieu des années 1930. Face à leurs difficultés de trésorerie, les colons ne bénéficient que d'un soutien mitigé de l'administration. Dans le

17. ARM, Service Agriculture, dossier n° 56 : Prêts agricoles 1935.

18. C. Cotte, *La politique économique de la France en Afrique noire (1936-1946)*, thèse de 3^e cycle, Paris 7, 1981, p. 17-20.

19. J. Marseille, « La conférence des gouverneurs généraux des colonies (novembre 1936) » in *Le mouvement social*, octobre - décembre 1977, p. 61-84.

20. Dans l'ancien système de comptabilité nationale, les résultats d'exploitation désignent le solde du compte d'exploitation d'une entreprise.

cadre de l'emprunt de 1931²¹, la Colonie passe une convention avec les principales banques implantées à Madagascar : la Banque de Madagascar, le Comptoir national d'escompte de Paris et le Crédit foncier de Madagascar. Cette convention autorise l'octroi de crédits aux entreprises jusqu'à 30 millions de francs sur garantie hypothécaire. Mais peu de colons de la région ont contracté des emprunts car la Chambre de Commerce de Nosy Be trouve le loyer d'argent (7,5 %) trop élevé par rapport aux possibilités des concessionnaires²².

Le cas de l'entreprise Desloy et Bras à Mahebo, dans le delta de la Mahavavy, est exemplaire. Elle possède des propriétés de plus en plus de 4 500 ha et s'adonne à l'agro-industrie du manioc (plantation et dessiccation). Connaissant de graves problèmes de trésorerie à partir de 1930, elle obtient un crédit dans le cadre de la convention. Mais ne pouvant faire face à ses engagements, elle est mise en liquidation en 1934. Les liquidateurs de la société n'ont pu que constater sur place l'état déplorable des plantations²³, qui furent mises en vente et acquises par la Colonie en 1935²⁴. Avant sa liquidation, la société licencie 250 de ses 300 journaliers qui n'étaient pas payés depuis six mois²⁵. De même 145 cultivateurs qui ont livré leur manioc aux usines de l'entreprise en 1932 et 1933 n'ont jamais touché les bons de livraison qu'ils ont reçus faute de numéraire. Ouvriers et cultivateurs abandonnent les poursuites contre la société car les procédures sont longues et coûteuses. L'entreprise Desloy et Bras ne fait pas exception ; les distilleries de plantes à parfum et les usines de dessiccation ferment les unes après les autres dans les trois districts. L'abandon du traitement industriel des produits s'accompagne d'un recul dans les techniques de production : retour au pilonnage au lieu du décorticage pour le riz, séchage au soleil au lieu de la dessiccation pour le manioc. Ce qui n'est pas sans conséquence sur la qualité des produits.

Chez les petits colons créoles, la récession provoque l'abandon des cultures. C'est le cas des petits planteurs de vanille de Nosy Be en 1934 où l'administration note que la remise en état des plantations «*nécessiterait des capitaux importants dont les petits colons ne disposent pas*»²⁶. Il en est de même dans la Mahavavy. C'est d'ailleurs dans cette dernière circonscription que les effets de la récession sont le plus ressentis dans l'agro-industrie, car de colonisation plus récente, les cultures dominantes y sont celles de produits pauvres (manioc et maïs), dont les cours se sont considérablement affaiblis, et celles des plantes à parfum (vanille) alors très peu demandées. Les concessionnaires de la Mahavavy n'ont pas su adopter à temps les produits qui se défendent mieux sur le marché comme le café et le cacao.

Les petits colons créoles²⁷ figurent parmi les principales victimes de la débâcle de l'agriculture coloniale. Surtout présents à Nosy Be, certains ont pu bâtir de petites fortunes grâce au « boom » de la vanille avant la Grande Guerre : les Hoareau, les Rouvier (Réunionnais) et la famille de Lastelle (Mauriciens). Mais la majorité, dépourvue de capitaux, vivote et ne possède pas assez de garantie pour pouvoir solliciter des prêts dans le cadre de la convention du 4 mai 1931. Ces petits colons créoles furent

21. La Colonie est autorisée à emprunter un montant de 735 millions de francs en 1931, remboursable à partir de 1935.

22. ARM, Chambre de commerce, n° 27 : Nosy Be, procès-verbal du 15 avril 1935.

23. ARM, Service Agriculture n° 56, Dossier : Prêts agricoles, Lettre des liquidateurs aux directeurs de banques, 18 avril 1935.

24. *Idem*, Inspecteur Circonscription agricole Diégo-Suarez à conseiller technique de l'agriculture, 1er octobre 1935.

25. CAOM, Aix, 2D11, Rapport politique Ambilobe, 1934.

26. CAOM, Aix, 2D180, Rapport économique Nosy Be, 1934.

27. Terme servant à désigner les colons originaires de La Réunion et de l'Île Maurice.

pratiquement abandonnés à leur sort par les banques. Un rapport d'inspection de 1938 note que «*parmi la population créole, nombre de ses membres vivent dans un état voisin de la misère et ont besoin d'être secourus*»²⁸. L'administration intervient en leur faveur mais dans la limite de ses possibilités budgétaires et le Bureau d'aide sociale de Nosy Be est complètement débordé. La communauté créole subit aussi les licenciements effectués par les compagnies concessionnaires sur les plantations. Les employés créoles occupent les postes de commandement sur les concessions : chefs de ferme, agents de maîtrise, chefs de cultures.

La faillite du système concessionnaire est amplifiée par deux facteurs. Le premier, d'origine interne, consiste en l'absence de véritable politique de soutien au colonat de la part de l'administration coloniale. Celle-ci est davantage préoccupée à maintenir la pression fiscale sur la population. Le deuxième facteur relève du contexte global de la réorientation de la politique économique coloniale vers la paysannerie pour faire face au déclin de l'agriculture coloniale. En fait, le système concessionnaire n'est plus adapté aux nouvelles données du capitalisme : son caractère spéculatif, sa faible productivité et ses prix de revient trop élevés ne concordent pas avec les nouvelles lois du marché caractérisées par la dévalorisation croissante des produits coloniaux. Les années 1930 accentuent fortement la divergence entre les intérêts métropolitains et coloniaux²⁹.

II - LES MODALITÉS DE L'INTERVENTION ADMINISTRATIVE

Les leitmotifs de la politique agricole

L'action administrative en milieu rural autochtone s'articule autour de deux thèmes centraux, qui ne présentent pas de nouveauté en ce sens qu'ils ont déjà prévalu lors de l'institution des réserves indigènes à partir de 1915. L'administrateur Bobeau les présente comme les priorités de la politique agricole et la plupart des rapports annuels et des rapports d'inspection ne cessent de les répéter aux différents chefs de subdivision : «*Deux cultures doivent dominer, tout d'abord celle du riz, car notre devoir est d'assurer la nourriture des indigènes, puis celle du café afin qu'ils puissent facilement gagner quelque argent et améliorer leurs conditions d'existence*»³⁰.

Le développement de la riziculture en milieu autochtone constitue donc la première des priorités. Elle sous-entend la «*modernisation*» des méthodes culturelles traditionnelles par un encadrement technique et par des efforts beaucoup plus soutenus de vulgarisation agricole. Sous la houlette de l'inspecteur Bobeau, celle-ci s'intensifie à partir des années 1933-1934 et se traduit par la vulgarisation des engrais et de l'outillage économique nécessaire à l'amélioration de la production (charrues, herses, rouleau, charrettes). Afin de convaincre les *fokonolona*, les démonstrations se multiplient et insistent sur l'argument de la productivité : défricher et brûler un hectare de terrain demande 75 à 80 journées de travail contre seulement 6 journées de labourage à la charrue³¹. La logique économique des administrateurs coloniaux fait totalement abstrac-

28. CAOM, Aix, 2D128, Rapport d'inspection Nosy Be, Services civils au directeur des finances, 24 octobre 1938.

29. J. Marseille, *Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, Paris, Albin Michel, 1984.

30. ARM, Service Agriculture 2, Rapports 1931-1937, Inspecteur Circonscription agricole Diégo-Suarez à chef du district d'Ambanja, 22 avril 1935.

31. *Idem*.

tion de la logique du système agro-pastoral qui prédomine dans les sociétés sakalava et antankarana. Ainsi pour « moderniser » la riziculture autochtone, l'administration doit s'attaquer à la culture itinérante sur brûlis ou « tetik'ala ». En fait, parallèlement à ces considérations productivistes, des raisons d'ordre administratif se trouvent aussi à l'arrière plan de la lutte contre le « tetik'ala ». Celle-ci permet de déloger les cultivateurs itinérants de la forêt qui constitue une zone-refuge possible contre les indiscretions du fisc et une échappatoire au travail prestataire. Le regroupement de la population dans les réserves indigènes encadrées par le service de la propagande agricole permet, en même temps, de mieux la contrôler administrativement. C'est ainsi que des villages entiers établis dans la vallée de la Ramena dans le district d'Ambanja, furent transférés par la contrainte persuasive dans les réserves indigènes du Haut-Sambirano en 1935. Le Gouverneur général Cayla en fut personnellement satisfait et félicita l'administrateur Lamendour, alors chef de la Région de Diégo-Suarez³².

Aux yeux de l'administration, la sédentarisation du Sakalava et de l'Antankarana passe par le biais de deux objectifs. D'abord, fixer l'autochtone à la terre en lui inculquant le bien fondé de la propriété individuelle. « *L'homme qui possède, dit l'administrateur Laporte, n'est plus un être dangereux... C'est un élément de richesse... Du jour en effet où le paysan malgache sera attaché à la terre, le développement économique du pays sera en bonne voie* »³³. En fait, ce genre de discours n'a rien de novateur et date du début de la colonisation. Mais la stagnation et les difficultés croissantes des colons et des sociétés concessionnaires, masquées par la prospérité des années 1924-1928, permettent aux administrateurs de le réactualiser. Cependant ce discours de type velléitaire est largement entamé par la situation de crise foncière que connaît l'extrême Nord-Ouest avant même la grande guerre. Ensuite, le deuxième objectif de l'administration consiste à inciter le cultivateur à devenir un client permanent et le fournisseur assuré des usines européennes qui devraient se l'attacher par une juste rémunération de ses livraisons. Mais il s'agit là encore plus d'un désir que d'une réalité.

La seconde priorité vise à stimuler l'extension des cultures de rente, en principe rémunératrices, telle que celle du café, afin de garantir des revenus monétaires aux paysans. Mais deux écoles semblent ici s'opposer. D'une part, les « techniciens » qui préconisent que ces cultures, « *loin de nuire à l'extension des cultures vivrières, comme certains le prétendent, ne pourront qu'amener une amélioration de la situation générale des cultivateurs indigènes* »³⁴. L'inspecteur Bobeau en est le meilleur prototype. D'autre part, certains administrateurs territoriaux, tels que les chefs de district, qui apportent une certaine restriction à l'extension des cultures marchandes : « *Dans la mesure où cette culture ne fait pas abandonner celle du riz et ne porte pas tort au minimum indispensable qu'il importe de maintenir aux cultures vivrières, elle apporte une note intéressante à l'économie indigène et est encouragée à se développer* »³⁵. Si les premiers sont mus par une vision quelque peu mercantile de la « modernisation » et insistent sur la complémentarité entre les deux types de cultures, les seconds, qui se définissent souvent comme les tuteurs des collectivités indigènes, mettent l'accent sur

32. ARM, Service Agriculture 2, Correspondances 1931-1949, Gouverneur Général Cayla à chef Région Diégo-Suarez, 19 décembre 1935.

33. CAOM, Aix, 2D79, Rapport Economique Région Diégo-Suarez 1929.

34. ARDM, Service Agriculture, 2, Rapport 1931-1937, chef circonscription agricole Diégo-Suarez à chef Service Agriculture, Rapport mensuel 9 mai 1932.

35. CAOM, Aix, 2D2, Rapport Economique Ambanja 1940.

l'autosuffisance alimentaire. Malgré ces nuances, dans les deux cas, les cultures marchandes sont considérées, à l'instar du salariat, comme un moyen pour assurer aux cultivateurs malgaches des possibilités de ressources monétaires permanentes. Ceci afin qu'ils puissent se procurer les biens domestiques courants et surtout en vue d'accroître leurs facultés fiscales.

L'agriculture autochtone comme moyen de limiter les effets immédiats de la crise

Au départ, la politique d'encadrement des cultivateurs malgaches et celle dite d'association des années 1930 n'ont pas de véritable fondement théorique, même si le gouverneur général Olivier parlait déjà de la nécessité de « moderniser » l'agriculture autochtone³⁶. Elles apparaissent avant tout comme des choix pragmatiques dus aux circonstances de la dépression et dont l'élaboration est effectuée *a posteriori*. Le but, à peine voilé, de la politique agricole préconisée est de faire supporter les répercussions immédiates de la dépression aux cultivateurs autochtones. On peut ainsi noter, en pleine crise, l'affirmation suivante : « *Et de fait, on peut dire que le paysan malgache - du moins dans la région de Diégo-Suarez - contribue dans une notable proportion au maintien de la crise économique, sinon qu'il soutient largement la crise* »³⁷. Au creux de la vague, l'administration estime la part de la paysannerie malgache à la moitié sinon aux trois quarts de la production livrée tant à la consommation qu'à l'exportation dans l'ensemble de la Région de Diégo-Suarez³⁸. Dans la Mahavavy, subdivision où les effets de la crise économique sont les plus accentués, « *il a été demandé aux cultivateurs indigènes de tripler leurs cultures puisque les produits se vendaient trois fois moins cher* »³⁹. L'impulsion donnée à l'agriculture autochtone vise donc un double objectif : combler le déclin de la production européenne et la baisse des cours sur le marché. De même dans le Sambirano, « *grâce à l'indigène, qui a bien travaillé, les exportations des produits ont pu se maintenir, malgré la défaillance des européens et la baisse des cours* »⁴⁰.

Cependant des nuances doivent être apportées concernant certains lieux communs au sujet de l'intervention de l'administration. À vrai dire, il ne s'agit pas de cultures forcées qui seraient imposées de manière autoritaire par l'administration coloniale aux cultivateurs autochtones, même si le rôle de celle-ci est décisif notamment dans le choix des cultures et au niveau de la logistique. Le « boom » de la production malgache pendant la dépression relève plutôt de la conjugaison de plusieurs facteurs. D'abord, une mobilisation de la paysannerie par un encadrement technique suivi. Ensuite l'attrait croissant des cultures de rente comme moyen individuel d'émancipation par rapport aux contraintes lignagères : ce qui sous-entend un éclatement progressif de celles-ci. Et enfin, l'effondrement des cours et la raréfaction des sources de revenus monétaires comme le salariat obligent, objectivement, les cultivateurs à augmenter leur production. Pour s'acquitter des impôts, le paysan autochtone pour lequel le sala-

36. M. Olivier, *Six ans de politique sociale à Madagascar*, Paris, Grasset, 1931.

37. CAOM, Aix, 2D80, Rapport Economique Région Diégo-Suarez 1932.

38. *Idem*. La Région administrative de Diégo-Suarez comprend les subdivisions suivantes : Nosy Be, Ambanja, Ambilobe, Diégo-Suarez, Vohémar et Antalaha.

39. AN-Som, Aix, 2D11, Rapport Economique Ambilobe 1933.

40. CAOM, Aix, 2D2, Rapport Economique Ambanja, 1932.

riat n'a jamais été indispensable, peut s'engager, même momentanément, chez les concessionnaires européens. Or ces derniers, qui se débattent dans de graves problèmes de trésorerie, sont en train de licencier leurs ouvriers. Le paysan préfère étendre ses cultures, même si les produits sont vendus à vils prix, que de brader son troupeau, le seul capital qui lui reste.

Tout se passe, dans la vision de l'administration, comme si la crise de l'agriculture européenne, déjà latente puis accélérée par les effets de la crise mondiale, survient à point pour enfin mettre les « indigènes » de l'extrême Nord-Ouest au travail.

Un exemple : la création du crédit agricole dans le Sambirano

Une des carences de l'agriculture coloniale réside dans l'absence de crédit agricole, qui oblige souvent le cultivateur autochtone à passer sous les fourches caudines de l'usurier « karany » (indo-pakistanaï) et qui annihile toute possibilité d'épargne donc d'extension des cultures. La crise des années 1930 va accélérer son institution afin de soutenir et d'encourager la production agricole malgache. Mais, très vite, sa mise en place fut limitée dans le seul district d'Ambanja où une caisse de crédit agricole est créée en 1937. L'institution de cette caisse est décidée officiellement dans un double souci. D'abord, pallier l'imprévoyance et l'incohérence du cultivateur sakalava qui rendraient ce dernier d'autant plus sensible aux fluctuations des cours. Ensuite, assurer l'existence d'une production malgache afin de garantir le bon fonctionnement des usines européennes. L'existence de la caisse entre dans le cadre d'une « *politique dirigée de prévoyance agricole poussée à l'extrême* »⁴¹. Tout cultivateur acceptant les conditions de prêts peut devenir membre de l'« Association du crédit agricole ». Le montant total des crédits alloués aux membres s'élève à 60 000 F en 1938 et en 1939 et à 80 000 F en 1940, soit une augmentation en francs courants de l'ordre du tiers en trois ans. En 1940, les prêts octroyés en 1938 sont remboursés et une mention particulière est accordée aux « *indigènes les plus sérieux et les plus travailleurs* »⁴². Le chef du district en personne veille alors au remboursement des prêts à échéance. À la fin de l'année 1940, d'autres avantages sont accordés aux cultivateurs du Sambirano : l'Association est transformée en « office de vente en commun », autrement dit en coopérative de vente, qui peut octroyer aux membres des avances allant jusqu'aux deux tiers de la valeur en cours des produits. L'objectif étant de réduire la dépendance des cultivateurs coopérateurs vis-à-vis des fluctuations du marché. En fait, le système de prêt ne résout pas le problème du paysan en cas de mévente ou de chute brutale des cours sur lesquels le remboursement n'est pas indexé.

La mise en place du crédit agricole indigène concerne exclusivement le bas et le moyen Sambirano qui concentrent près des trois quarts de la population du district. Elle a comme résultat indéniable de soutenir la reprise des années 1937-1939 et surtout d'accroître la production agricole sakalava. Le relatif succès du système dans le Sambirano incite l'Inspecteur des Colonies Saury, envoyé en mission d'inspection dans le district d'Ambilobe en 1938, à réclamer la création d'une caisse de prêts agricoles identique dans la Mahavavy⁴³ : mais son institution n'est prise en considération qu'au

41. CAOM, Aix, 2D2, Rapport Economique Ambanja, 1940.

42. *Idem*.

43. ARM, Cabinet civil, D53, Inspection Saury 1937-1939, Inspection du district d'Ambilobe, 15 novembre 1938.

lendemain de la Seconde Guerre mondiale. L'absence de crédit agricole dans la Mahavavy y accentue la fragilité de la reprise durement éprouvée par les aléas climatiques : le cyclone de 1937, la sécheresse en 1938, les crues de la Mahavavy et de nouveau la sécheresse en 1940. La dichotomie qui tente de s'accroître entre le Sambirano, qui se relève nettement de la dépression et la Mahavavy, où l'agriculture peine à redémarrer et où les concessionnaires européens ont été les plus frappés par la crise, s'explique, en grande partie, par la création du crédit agricole dans le premier et par l'absence d'encadrement soutenu dans le second. De la même façon, l'administration coloniale a complètement délaissé les réserves indigènes de Nosy be à leur portion congrue et sans leur donner de véritable impulsion : mis à part des problèmes fonciers très aigus, cette situation contribue à ne pas enrayer le déficit vivrier permanent dont souffre le district depuis 1910-1914.

Dans l'exemple du Sambirano, les discours sont suivis d'action beaucoup plus concrète après 1933-1934. Moins touchée par la récession que la Mahavavy, la paysannerie y est déjà fortement intégrée à l'économie coloniale au lendemain de la Grande Guerre. Ce qui explique d'ailleurs son choix comme terrain d'expérimentation de la politique agricole dirigée « *sous l'impulsion tenace de l'administration* »⁴⁴. Cette dernière a quelque raison de jubiler en déclarant en 1940 : « *là où il y a trente ans, il n'y avait pas 10 hectares de cultures dans les plaines du Sambirano, l'indigène cultive actuellement chaque année plus de 10 000 ha à la moderne en riz, manioc, café, vanille* »⁴⁵. Mais même si les principaux objectifs de la politique agricole des années 1930 peuvent paraître évidents, la compréhension des résultats de cette politique passe nécessairement par l'analyse des mutations que soulève sa mise en œuvre.

III - LES GERMES D'UNE AGRICULTURE « TIERS-MONDISÉE »

La baisse des prix à la production

Les tentatives de quantification en économie rurale, et particulièrement pendant la période coloniale, soulèvent inévitablement des problèmes de fiabilité au double niveau des sources et des méthodes. Ces difficultés tiennent d'abord autant à la qualité des séries statistiques⁴⁶, quand elles existent, qu'à leur quantité. Ensuite, elles posent des questions évidentes quant à leur traitement. Enfin, leur interprétation nécessite beaucoup de circonspections, de rectifications, de recoupements. Ainsi, faute de séries statistiques annuelles continues concernant les prix d'achat à la production, nous avons essayé d'estimer la valeur brute unitaire des produits malgaches pour les années dont nous disposons. Cet état des sources exige d'emblée deux précautions. D'abord, la discontinuité des séries peut amoindrir l'exhaustivité des valeurs ainsi obtenues. Cependant, les risques d'erreur d'appréciation sont atténués par l'existence de données concernant les années que nous pouvons définir comme des points de repère conjoncturel et non arbitraires telle que 1927-1928 (fin de la période de prospérité), 1932-1933 (creux de la dépression) et 1938 (confirmation de la reprise). Ensuite, la

44. CAOM, Aix, 2D2. Rapport Economique Ambanja 1940.

45. *Idem*.

46. Les statistiques sont établies par les chefs de district sur la base d'estimations à partir d'enquêtes sommaires.

valeur brute unitaire à la production peut paraître quelque peu « grossière » et moins fine que les prix réels d'achat à la production qui peuvent varier sensiblement d'un usinier à un autre. Faute de pouvoir établir ces derniers de manière rigoureuse, la valeur unitaire, estimée à partir des prix d'achat officiels, sert d'indicateur de tendance se rapprochant le plus de la réalité⁴⁷.

Par rapport aux dernières années de la décennie précédente, les valeurs unitaires à la production s'effritent tout au long des années 1930, mise à part celle du manioc. Le riz, base de l'alimentation, voit sa valeur courante chuter des trois quarts à Nosy Be et dans la Mahavavy et des quatre cinquièmes dans le Sambirano de 1927 à 1933. L'affaissement est quelque peu atténué en valeur constante à un peu plus des deux tiers. Mais il continue jusqu'en 1938, année où la valeur constante à la production ne représente plus que la moitié de celle de 1927 dans le Sambirano, le tiers dans la Mahavavy et le quart à Nosy Be. Là encore, et en l'absence de prix « national », Nosy Be et la Mahavavy sont beaucoup plus frappés que le Sambirano. Le café et la vanille suivent une évolution analogue. Avec un effritement progressif dans le cas du café : de 1927 à 1938, la valeur unitaire constante périclité des trois quarts à Nosy Be et des trois cinquièmes dans les deux subdivisions de la Grande Terre. Et une baisse beaucoup plus accélérée à la fin de la décennie pour la vanille : de 1933 à 1938, la vanille perd 75 % de sa valeur à Nosy Be et presque 86 % dans le Sambirano.

Dans la vision de l'administration coloniale, l'augmentation de la production malgache est la panacée au déclin de la production européenne et surtout à la baisse de la valeur unitaire des produits. Dans un rapport de 1935, l'Inspecteur Bobeau est on ne peut plus net et déclare avec une froideur mathématique : « *Avec de tels prix, il faut donc désormais que, pour faire face à leurs besoins et à leurs charges, les indigènes produisent deux ou trois fois plus qu'il y a deux ou trois ans et cela ils peuvent très bien si on exige un peu d'eux* »⁴⁸. De telles assertions prennent une certaine dimension prémonitoire et traduisent une conscience encore vague des mutations économiques en cours. En outre, elles sous-tendent l'idée selon laquelle les prix de revient des cultivateurs autochtones sont inférieurs à ceux des européens. Or, même si l'on admet que les prix de revient malgaches sont bas, la dévalorisation des produits est telle qu'elle est sans rapport avec l'extension des cultures. L'exemple du district d'Ambanja est, à ce titre, révélateur. La production de riz a plus que doublé de 1928 à 1938 alors que le riz perd la moitié de sa valeur unitaire constante. De même, la production de café est multipliée par 41 alors que le produit vaut 2,5 fois moins cher. Tandis que le tonnage de vanille passe de l'indice 100 à l'indice 781, alors que l'indice de la valeur unitaire constante passe de 100 à 17,4.

L'objectif à long terme de la politique agricole dirigée est donc de faire supporter la baisse des prix unitaires à la production par les cultivateurs malgaches. La fin de l'agriculture spéculative correspond à l'apparition des germes d'une agriculture faiblement rémunérée, caractéristique du tiers-monde.

47. ARM, Série Affaires économiques et Journal Officiel.

48. ARM, Service Agriculture, 2, Rapports 1931-1937, Inspecteur Bobeau à chef district Ambilobe, 29 avril 1935.

Un exemple de sous-rémunération du travail agricole : la culture du manioc dans la Mahavavy

En tenant compte des réserves énoncées antérieurement, le fameux rapport de l'Inspecteur Bobeau sur la circonscription agricole de Diégo-Suarez en 1935, qui ne peut être *a priori* soupçonné d'exagération, nous donne quelques indications sur la dévalorisation du travail agricole malgache. Mais en tant que telles, elles restent sujettes à caution et passibles de critiques.

Dans les estimations avancées par l'inspecteur, 5 hectares de manioc rapportent, au bout de 18 mois, environ 30 tonnes de manioc vert soit 9 tonnes de manioc sec, après usinage. Le planteur malgache a dû travailler pendant plus de la moitié d'une année, soit 195 journées de travail ainsi réparties :

2 labours	30 journées
Récoltes et plantations	40 journées
Sarclage	60 journées
Arrachage	40 journées
Transport	25 journées
TOTAL	195 journées

Rétribution et nourriture sont évaluées à 500 francs, auxquelles il faut ajouter les charges fiscales dont le montant s'élève à 259,50 francs et qui comprend les trois postes suivants :

8 attelages soit 16 bœufs à 6,50 F	104 F
Impôt sur la charrette	30,50 F
Impôt personnel	125 F
TOTAL	259,50 F

Les dépenses atteindraient donc 759,50 F alors que les recettes escomptées sont estimées à environ 700 F. Le manque à gagner est minimisé à environ 8,5 % des recettes. Tout en restant au niveau théorique, de telles évaluations passent sous silence l'existence de deux facteurs. D'une part, elles ne prennent pas en considération l'amortissement du matériel (charrue, charrette). D'autre part, et surtout, elles minimisent à l'extrême la rubrique « rétribution et nourriture », calculée tout simplement à partir du taux de salaire officiel accompagné de la ration de 800 grammes de riz, soit 2,50 francs. L'administrateur Bobeau ne tient pas compte de la nourriture nécessaire au cultivateur et encore moins à sa famille (riz, viande, huile comestible, sel, sucre, etc.). En réalité, le montant des dépenses dépasse largement les estimations avancées. L'écart constitue du « surtravail » non rémunéré qui n'apparaît pas dans les critères officiels de détermination des prix de revient. Les charges fiscales à elles seules constituent déjà plus du tiers (37 %) des recettes escomptées. Or le cultivateur échappe difficilement au percepteur. La dévalorisation à long terme des produits « indigènes », évoquée plus haut,

n'est que l'une des traductions, en terme monétaire, de la sous-rémunération du travail qui tend à s'accroître au cours des années 1930. Aux moments où la sous-rémunération atteint son paroxysme, les cultivateurs pratiquent la résistance passive. Ainsi certains planteurs de la Mahavavy refusent d'arracher leur manioc qui pourrit sur place : d'abord en 1932-1934 et ensuite en 1940. En 1933-1934, les usiniers européens achètent le manioc malgache contre des bons de livraison, faute de numéraire : ce qui ne fait qu'accroître la méfiance des paysans.

L'exemple considéré montre qu'il existe un décalage entre « temps économique » et « temps politique ». La décolonisation économique, en tant que fin de l'agriculture mise en œuvre par les colons et par les compagnies concessionnaires, augure déjà l'ère post-coloniale, notamment l'arrivée des investissements dans le cadre du FIDES après la seconde guerre mondiale. D'aucuns parleront alors de « néo-colonialisme » et de « développement du sous-développement ».